

La Roche Sur Yon, le 15 septembre 2020

CTL

Monsieur le président,

L'heure de la rentrée a sonné dans un contexte marqué par une nouvelle phase de la pandémie de Covid-19, toujours omniprésente, oppressante !

Il ne faut pas oublier que durant la période de confinement, les services publics ont été mis à rude épreuve. Elle a mis en lumière leur utilité et leur efficacité grâce au dévouement de l'ensemble des Fonctionnaires. Tout dans cette crise, et ses conséquences, a montré qu'il faut renforcer les solidarités et l'action publique. Notamment à la DGFIP, il convient de stopper ce processus de réformes et son cortège de suppressions d'emplois.

Pour **Solidaires Finances Publiques**, il est indispensable qu'une présence forte de la DGFIP demeure sur le territoire et permette un véritable soutien et un accès physique aisé aux populations. Il faut en effet gérer à la fois les conséquences de la crise (soutien à l'économie, traitement des difficultés, etc) et gérer le « courant ». Tout cela ne peut s'envisager avec des restructurations qui désorganiseront la DGFIP et mettront en danger ses missions.

Cependant, en cette période de rentrée, la situation est toute autre.

Dans le plan de relance annoncé par le gouvernement, une grande partie des fonds servira à faire de nouveaux cadeaux aux entreprises, sans en exiger aucune contrepartie en termes d'emplois.

Ce plan ne sera pas financé par le rétablissement d'un impôt plus juste mais par les gains hypothétiques engendrés par une croissance future. L'autre levier de financement, annoncé clairement, se fera sur le dos des services publics et de ses usagers, de la Fonction Publique, de ses emplois, de ses perspectives d'évolution en matière de carrière ou de négociations salariales.

Ainsi, la direction de la DGFIP relance, sur la base du monde d'avant, ses chantiers de réforme et de réorganisation de services.

Pourtant, pendant ce temps, en s'appuyant sur les « mesures sanitaires » arrêtées par le gouvernement, les services de la DGFIP doivent tendre vers un mode de fonctionnement « normal ».

Ubuesque !

Pourquoi s'étonner du mail adressé à tous les agents de la DGFIP par le Secrétariat Général du ministère, lundi 7 septembre dernier ?

La nouvelle ministre de la Fonction Publique, pardon de la « transformation » de la fonction publique, terme pudique utilisé pour ne pas employer les mots destruction ou démantèlement, la nouvelle ministre donc, Amélie de Montchalin, figure de l'ultra libéralisme jusqu'au bout des doigts, nous demande gentiment, au prétexte d'accompagner efficacement le plan de relance du gouvernement, je cite : « de proposer toute idée qui permettra de simplifier l'action publique au quotidien ».

En d'autres termes, on demande aux agents s'ils ont des idées afin de scier la branche sur laquelle ils sont assis...

Dans ce contexte particulièrement difficile, **Solidaires Finances Publiques** sera au rendez-vous des premiers et nombreux groupes de travail programmés au plan national, il en sera de même au niveau des diverses réunions directionnelles. Ils et elles vont dessiner les grandes orientations qui présideront à nos promotions, à nos mutations, à nos déroulements de carrière. Ils et elles vont aussi traiter de l'évolution de nos missions, des conditions de leur exercice, et de nos structures de travail. Autant de sujets sur lesquels nous ne laisserons pas l'administration décider seule de notre avenir.

Nous tenons à vous rappeler qu'à l'instar des différents baromètres publiés sans honte (et sans commentaire puisqu'ils leur donnent tort) par la DG, le moral des personnels est en berne : démotivation, sentiment d'inutilité, manque de perspective, que ce soit dans le travail ou en termes de carrière, incertitude quant à l'avenir professionnel.

Sur le plan local, Solidaires Finances Publiques 85 condamne la fin du maillage territorial des services DGFIP planifiée au travers du regroupement de l'ensemble des trésoreries existantes, soit un total de 15, en 6 Services de Gestion Comptable. Le *transfert de l'activité « Recouvrement de l'impôt » des trésoreries mixtes* vers les Services des Impôts des Particuliers au 1er janvier 2021 n'en étant que la première étape.

L'appellation « Nouveau Réseau de Proximité » n'est qu'une justification politiquement correcte de la destruction de nos services. En effet, la présence des services sera conditionnée à la mise en place de conventions, d'une durée de 5 ans, signées avec des structures extérieures à notre administration (Maisons France Service, réseau des buralistes, ...). Ce qui préfigure une disparition à terme des services publics sur notre territoire.

A vouloir être partout, on risque à la fin de se retrouver nulle part.

Une chose est certaine, la reprise du NRP devra s'accompagner d'une campagne d'information renforcée à destination des agents. Des réponses sont attendues. Les agents veulent avoir une vision globale de l'avenir des services en Vendée. C'est pourquoi à défaut de l'arrêt des restructurations, **Solidaires Finances Publiques 85** demande, à minima, un *calendrier complet des restructurations* prévues, même hors NRP : c'est-à-dire les dates de créations des Services de Gestion Comptables, les transferts de périmètres sur Fontenay, Les Herbiers et Luçon, le regroupement des SPF à La Roche, etc...

La *réintégration de l'antenne de Challans au PCRCP de La Roche* s'inscrit parfaitement dans ce contexte : regrouper les structures autour d'un seul et même lieu, le plus souvent au chef lieu. En dehors de toute considérations économiques et humaines, il s'agit bien ici de respecter une logique politique de concentration.

C'est dans ce même but de destruction du service public que s'inscrit le *paiement de proximité* au profit de la fédération des buralistes et de la Française Des Jeux.

Nous allons discuter du *bilan de la campagne de déclaration des revenus 2020*, mais nous vous rappelons une nouvelle fois que *l'accueil* est particulièrement problématique et nécessite des solutions rapides pour soulager les collègues.

En questions diverses, **Solidaires Finances Publiques 85** souhaite faire un point d'actualité sur le *télétravail* et la *rupture conventionnelle*.